

La biodiversité dans les aires protégées en régression au Burundi

rib News, 05/09/2013 Source Xinhua Le Burundi a enregistré au cours de la saison sèche 2013 (juin à août) une perte de la biodiversité dans les aires protégées suite aux feux de brousse, a déclaré à Xinhua jeudi le directeur technique de l'Institut pour l'Environnement et la Conservation de la Nature (INECN) du Burundi, Jean Marie Mugishawimana. Le Parc National de la Ruvubu (est), la plus grande aire protégée du Burundi, avec plus de 50.000 hectares a déjà perdu 33.000 hectares, d'après lui, ajoutant que d'autres localités du forat, la seule qui héberge les buffles, continuent à brûler.

Cette pyromanie est imputable aux braconniers dont certains Tanzaniens et les cueilleurs, dont certains Rwandais vivent en Tanzanie. Pour lui, la saison sèche 2013 aura été marquée par une sévérité des feux de brousse et plus de 60% forat de Vyanda (sud) d'une superficie d'environ 4.000 ha, sont partis en fumée. Pendant environ 10 ans, cette aire protégée, peuplée par les chimpanzés et surplombant le lac Tanganyika, n'a pas pris feu. De plus, 1.500 ha du Parc National de la Kibira (ouest) de 40.000 ha, caractérisés par une richesse de la biodiversité, ont été rasés par ces feux dont l'origine fut les activités de l'apiculture, a-t-il encore déploré. Cette situation s'est produite malgré la multiplication des séances de sensibilisation de la population riveraine de ces aires protégées pour la lutte contre les feux de brousse, dans le cadre d'un projet appuyé par le Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD) a-t-il fait remarquer. Par ailleurs, les dégâts auraient été minimisés si l'INECN disposait assez de moyens de déplacement, de communication des ressources humaines notamment les gardes, de moyens financiers, a-t-il mentionné. Le manque de collaboration avec certains administratifs à la base, les actions de sabotage, la non-poursuite judiciaire des contrevenants, la pression démographique figurent parmi les facteurs à la base de ces feux de brousse, a-t-il ajouté. M. Mugishawimana recommande un engagement des décideurs et l'augmentation du budget alloué à l'environnement, un secteur clé pour la promotion de l'économie verte et de développement durable.